



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU BUREAU COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES PAYS D'APT LUBERON

SEANCE DU 13 NOVEMBRE 2025

Le 13 novembre 2025, à 17 heures, l'organe délibérant de la Communauté de Communes Pays d'Apt Luberon, dûment convoqué le 06 novembre 2025 s'est réuni au siège de la Communauté de communes, sous la présidence de M. Gilles RIPERT.

DÉLIBÉRATION N° B-2025-28

OBJET : DEMANDE DE SUBVENTIONS POUR L'ACHAT DE PARTITIONS 2025/2026 AU TITRE DU PROGRAMME D'AIDES DE LA SOCIÉTÉ DES ÉDITEURS ET AUTEURS DE MUSIQUE (SEAM)

MEMBRES EN EXERCICE : 28 - QUORUM : 15 - PRESENTS : 22 - PROCURATIONS : 2 - VOTANTS : 24

Présents :

APT : M. Jean AILLAUD, Mme Véronique ARNAUD-DELOY, M. Frédéric SACCO
BONNIEUX : M. Pascal RAGOT
BUOUX : M. Hervé PLANCHON
CASENEUVE : M. Gilles RIPERT
CASTELLET-EN-LUBERON : M. Roger ISNARD
CÉRESTE-EN-LUBERON : M. Gérard BAUMEL
GARGAS : M. Patrick SIAUD
GIGNAC : Mme Sylvie PASQUINI
JOUCAS : M. Lucien AUBERT
LACOSTE : M. Mathias HAUPTMANN
LAGARDE D'APT : Mme Maryse BONNET
LIOUX : M. Patrice FOURNIER
ROUSSILLON : Mme Gisèle BONNELLY
RUSTREL : M. Pierre TARTANSON
SAIGNON : M. Jean-Pierre HAUCOURT
SAINT-MARTIN-DE-CASTILLON : Mme Charlotte CARBONNEL
SAINT-PANTALÉON : M. Luc MILLE
SAINT-SATURNIN-LÈS-APT : M. Christian BELLOT
SIVERGUES : Mme Martine CALAS
VIENS : M. Frédéric ROUX

Absents :

AURIBEAU : M. Roland CICERO
GOULT : M. Didier PERELLO
MURS : M. Christian MALBEC
MÉNARBES : M. Patrick MERLE

Procurations :

APT : Mme Dominique SANTONI donne pouvoir à M. Jean AILLAUD
VILLARS : Mme Sylvie PEREIRA donne pouvoir à M. Jean-Pierre HAUCOURT

Accusé de réception en préfecture 084-200040624-20251113-B-2025-28-DE Date de télétransmission : 18/11/2025 Date de réception préfecture : 18/11/2025 Page 1 sur 3
--

Vu, le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L.5211-10,

Vu, la délibération n°2020-32 du 16 juillet 2020 relative aux délégations au bureau de certaines attributions du conseil communautaire, et notamment de solliciter toute subvention et approuver les plans de financement prévisionnels,

Considérant, la nécessité et la volonté pour le Conservatoire de musique Pays d'Apt Luberon de constituer une véritable parthèque et d'organiser ce fonds documentaire musical indispensable pour cet établissement, avec un enseignant dédié à la gestion de cette parthèque,

Considérant, que la Société des Éditeurs et Auteurs de Musique (SEAM) peut apporter une aide de :

- 100% pour les 1 000 premiers euros de dépenses ;
- Et ensuite 50% du montant restant,
- Avec un plafond de 5 000 € TTC par établissement,

Considérant, que le plan prévisionnel de l'acquisition de partitions par le Conservatoire de musique Pays d'Apt Luberon pour l'année 2025/2026 est le suivant :

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL			
Montant estimatif des dépenses		Montant estimatif des recettes	
Acquisition de partitions par le Conservatoire de musique Pays d'Apt Luberon	Acquisition de partitions : 1 671,89 €	SEAM (100%) sur les premiers 1 000 € et 50% sur les 671 ,89 € restants (80%)	1 335,945 €
		Autofinancement (20%)	335,945 €
TOTAL 1 671,89 €		TOTAL	1 671,89 €

Le Président propose au bureau de délibérer.

**L'ORGANE DELIBERANT DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES
OUI L'EXPOSE DU PRESIDENT
APRES EN AVOIR DELIBERE**

À l'unanimité,

Approuve, le plan de financement prévisionnel tel que présenté ci-dessus,

S'engage, à inscrire cette dépense de fonctionnement sur l'exercice budgétaire 2026 – Budget fonctionnement de la CCPAL – Fonction Conservatoire – 311,

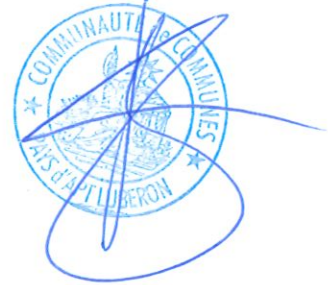
Sollicite, dans le cadre de son programme d'aide, la Société des Éditeurs et Auteurs de Musique (SEAM) à hauteur de 1 335,945 € sur un montant total de 1 671,89 €, soit 80% de financement,

Autorise, le Président de la Communauté de Communes Pays d'Apt Luberon ou son représentant à signer la convention de versement des fonds avec la SEAM et tous documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération et se rapportant à ce dossier.

POUR EXTRAIT CONFORME

Le secrétaire de séance,
M. Frédéric SACCO

Le Président,
M. Gilles RIPERT



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Nîmes, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle est devenue exécutoire.

Mise en ligne le : 26/11/2025

